

Au Sénégal aussi, les étudiant-e-s se battent contre la sélection à l'entrée des Masters, avec la revendication : "Master pour tous" !

Ils et elles ont mené au printemps une importante mobilisation, notamment à l'université Cheikh Anta Diop (UCAD) de Dakar, où très peu d'étudiant-e-s peuvent accéder au Master par manque de place. C'est-à-dire que le gouvernement ne donne pas les moyens pour accueillir dans de bonnes conditions des étudiant-e-s sénégalais-e-s toujours plus nombreux-ses.

Elles et ils contestent aussi l'imposition du système LMD (Licence Master Doctorat).

La répression que connaissent les étudiant-e-s sénégalais-e-s est très importante, alors qu'ils et elles revendiquent notamment le respect de la franchise universitaire (interdiction pour la police de rentrer sur les sites des universités). Celle-ci est bafouée régulièrement, les policiers menant de véritables sièges dans les universités. La violence de la répression atteint le meurtre : Bassirou Faye, étudiant en mathématiques, avait été tué par les balles de la police en août 2014, et nombre de ses camarades sont régulièrement grièvement blessé-e-s.

Malgré cela, ce sont continuellement les étudiant-e-s qui sont accusé-e-s d'être violent-e-s dans leurs mobilisations, alors que la violence policière se double d'une violence administrative quotidienne, notamment de la part des enseignant-e-s.

En Afrique du Sud, depuis la dernière année universitaire, les étudiant.e.s sont révolté.e.s contre la hausse des frais d'inscriptions dans les universités et la ségrégation raciale héritée de l'apartheid. Alors que le gouvernement avait abandonné la hausse des frais d'inscription pour l'année 2016, l'annonce d'une hausse de 8% des frais de scolarité pour l'année 2017, le 19 septembre dernier, par Blade Nzimande, ministre de l'Enseignement supérieur, a amené à un regain de mobilisation massif. Les étudiant-e-s ont, comme l'année dernière, bloqué leurs universités et sont descendu.e.s massivement dans la rue, allant jusqu'à investir le siège de l'ANC (parti au pouvoir). Les étudiant-e-s espèrent obtenir une nouvelle fois gain de cause, mais surtout arriver à ce que leur mot d'ordre pour un enseignement supérieur "gratuit, décolonisé et de qualité" s'inscrive dans leur réalité quotidienne. Car si bloquer la hausse est un des objectifs, il n'en reste pas moins que les frais de scolarité en vigueur sont déjà très élevés (d'environ 1000 à 2000 euros selon les universités).

Le mouvement est toujours en cours et fait face à une répression policière très violente, avec bombes à gaz lacrymogène, grenades assourdissantes et coups de matraque pour les manifestant.e.s. De nombreux.euses étudiant.e.s - on en dénombrerait 831 début novembre - ont été arrêté.e.s depuis un an, certain-es pour « haute trahison », et de nombreux-ses autres sont victimes de la répression.

La gratuité d'accès à l'enseignement supérieur est une lutte internationale qui traverse de nombreux pays, contre les ambitions toujours plus fortes du patronat et des gouvernements

d'avancer vers la marchandisation de l'enseignement supérieur et de la recherche. À cela, les mouvements étudiants du monde entier répliquent par des mobilisations sociales et populaires contre les coupes budgétaires, la hausse des frais d'inscriptions, la suppression des filières « non-rentables », la sélection sociale qui a lieu, et revendiquent un accès gratuit et universel à l'enseignement supérieur pour tou.te.s. En France, cela s'incarne aujourd'hui par la nécessité de lutter contre la sélection à l'entrée en Master.

Nous exprimons notre soutien le plus total à tous ces mouvements étudiants. La solidarité internationale est pour nous un moyen d'encourager nos luttes respectives : nous ne sommes pas isolé.e.s, chaque victoire en est une pour l'ensemble des étudiant.e.s !

**Non à l'augmentation des frais d'inscriptions et au racisme dans l'enseignement supérieur ! Non aux dispositifs de sélection et à toutes les formes de sélection sociale ! Égalité des droits !**

**Liberté pour les étudiant.e.s arrêté.e.s ! Tou-te-s uni-e-s face à la répression et en soutien aux victimes !**

**Pour un accès libre et gratuit à un enseignement supérieur émancipateur pour tou.te.s !**

*Solidaires étudiant-e-s, syndicats de luttes*

*Porte-parolat : 06.86.80.24.45*

*<http://www.solidaires-etudiant-e-s.org/>*

*[contact@solidaires-etudiant-e-s.org](mailto:contact@solidaires-etudiant-e-s.org)*